

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 16 JUIN 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15</b>		
<b>QUORUM : 8</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 25/350</b>		
<b>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 210 000 € A LA CHAMBRE DES METIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA REGION PACA (CMAR PACA) POUR LA PERIODE 2025/2027 DANS LE CADRE DU DEPLOIEMENT DU PACTE TERRITORIAL FRANCE RENOV' ET DU DISPOSITIF BIEN CHEZ SOI - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

## DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/350

**BUREAU DU 16 JUIN 2025**

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 210 000 € A LA CHAMBRE DES METIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA REGION PACA (CMAR PACA) POUR LA PERIODE 2025/2027 DANS LE CADRE DU DEPLOIEMENT DU PACTE TERRITORIAL FRANCE RENOV' ET DU DISPOSITIF BIEN CHEZ SOI - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n°21/05/181 du 27 mai 2021 portant prescription du troisième Programme Local de l'Habitat pour la période 2023 – 2028,

**VU** la délibération n°24/09/200 du Conseil Métropolitain du 12 septembre 2024 arrêtant le projet de PLH pour la période 2024/2029,

**VU** la délibération n°24/12/332 du Conseil Métropolitain du 19 décembre 2024 arrêtant définitivement le projet de PLH pour la période 2024/2029,

**VU** la délibération n°24/12/333 du Conseil Métropolitain du 19 décembre 2024 portant engagement de la Métropole dans le déploiement du Pacte Territorial France Rénov',

**VU** l'avis favorable de la commission « Politique de la ville et habitat » en date du 4 juin 2025,

**VU** la convention ci-après annexée,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de sa compétence en matière de Politique Locale de l'Habitat, la Métropole souhaite accompagner le développement d'une offre adaptée et abordable, tenant compte des familles, des jeunes actifs, du vieillissement de la population et des besoins des publics spécifiques mais aussi à favoriser un développement équilibré et durable, conciliant sobriété foncière et réhabilitation urbaine, notamment à travers des projets de rénovation,

**CONSIDERANT** la persistance des enjeux sur les problématiques d'attractivité des logements existants, de la qualité de l'habitat et de la rénovation énergétique du parc existant,

**CONSIDERANT** que la Métropole propose depuis 2017 un service innovant avec le dispositif gratuit « Bien chez soi », permettant d'accompagner l'ensemble des administrés du territoire en lien avec les artisans présents sur le territoire,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, un partenariat a été développé avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA (CMAR PACA) via une convention sur la période 2021/2024 sur le volet « animation professionnelle et organisation de la filière de la rénovation énergétique et de l'amélioration de l'habitat » déployé dans le cadre du dispositif « Bien chez Soi » mené par la Métropole,

**CONSIDERANT** que l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) assure le déploiement d'un nouveau mode de contractualisation pour l'animation des politiques d'amélioration de l'habitat privé dénommé « Pacte territorial France Rénov' » auprès des collectivités articulant la dynamique territoriale, l'information / conseil / orientation et l'accompagnement des ménages,

**CONSIDERANT** l'engagement de la Métropole dans cette nouvelle contractualisation permettant le maintien et l'efficacité du parcours « rénovation énergétique et amélioration de l'habitat » en cohérence avec les besoins des ménages et les priorités du territoire portés depuis plus de sept ans avec le dispositif « Bien chez Soi »,

**CONSIDERANT** qu'au regard de cette première expérience partenariale favorable, et des enjeux de pérennité du dispositif « Bien chez Soi » et du nouveau Pacte Territorial France Rénov', il est proposé de poursuivre la collaboration avec la CMAR PACA afin d'assurer la continuité de l'animation et sensibilisation des professionnels à la rénovation énergétique et garantir aux porteurs de projets des artisans compétents sur la période 2025/2027,

**CONSIDERANT** que sur ce volet, la CMAR PACA, s'engage à mettre à disposition 2,5 ETP pour la mise en place des actions et opérations nécessaires aux besoins du territoire sur une période de trois années,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, il est proposé que la Métropole TPM s'engage de son côté à faciliter la mise en œuvre des actions de la CMAR PACA sur le territoire et à attribuer 70 000 euros par an sur une période de 3 ans (soit un montant total de 210 000 euros) nécessaires au déploiement du Pacte Territorial France Rénov' pour la période 2025/2027,

**CONSIDERANT** que dans le cadre du Pacte Territorial France Rénov', la Métropole pourra récupérer 50% des dépenses engagées auprès de l'ANAH sur ce volet entre 2025 et 2027,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ATTRIBUER** à la CMAR PACA une subvention de 210 000 € pour la période 2025/2027, soit le montant annuel de 70 000 euros.

### **ARTICLE 2**

**D'ADOPTER** les termes de la convention ci-annexée et **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ladite convention pluriannuelle pour la période 2025/2027.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette dépense est inscrite pour l'année 2025 au Budget Principal 2025, opération 65, article 65748.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

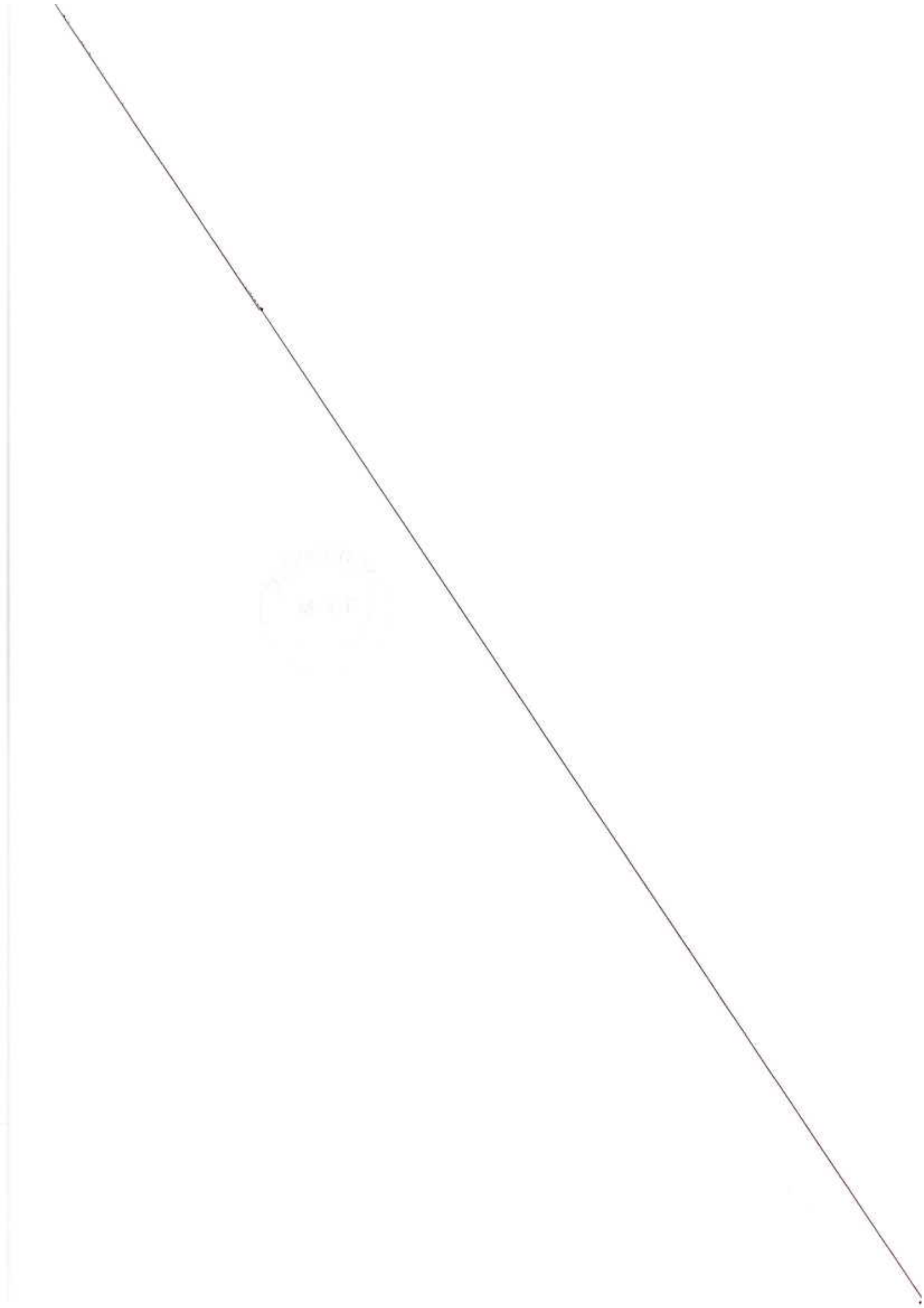
Fait à Toulon, le 16 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR 12  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0





**CONVENTION ENTRE LA MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE ET LA CHAMBRE DE  
METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR RELATIVE AU DÉPLOIEMENT  
DU PACTE TERRITORIAL FRANCE RENOV' DANS LE CADRE DU DISPOSITIF BIEN CHEZ SOI POUR LA  
PÉRIODE 2025/2027**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n°        en date du

**Ci-Après désignée « La Métropole TPM »**

**Et**

- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, établissement public administratif de l'Etat SIREN N° 130 020 878, domiciliée 5 boulevard Pèbre 13295 Marseille cedex 08 et représentée par son Président Monsieur Yannick MAZETTE,

**Ci-Après désigné « la CMAR PACA »**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Avec plus de 450 000 habitants répartis sur 12 communes et un parc de près de 265 000 logements, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) regroupe plus de 40% de la population varoise et présente un tissu urbain à la fois dense et d'habitat essentiellement collectif dont l'époque de construction est antérieure aux années 1970. Confrontée à des enjeux d'habitat (précarité énergétique) et environnementaux (émissions de gaz à effet de serre), la Métropole a mis en place depuis 2017 un service innovant avec le dispositif **Bien chez Soi**. Réponse unique en son genre, la Métropole a réussi à déployé un service répondant à deux politiques publiques (habitat et environnement) et permettant d'accompagner un grand nombre d'administrés dans leurs projets de rénovation, quel que soit le type de travaux ou leurs niveaux de revenus.

Ce dispositif gratuit permet d'accompagner l'ensemble des administrés du territoire dès lors que le projet vise une amélioration du logement. La clé d'entrée n'est plus le revenu, mais bien la nature du projet et des travaux. Avec ce guichet unique, la Métropole souhaite garantir un « parcours rénovation » fluide et simple en lien avec les artisans présents sur le territoire.



Dans le cadre de la construction de ce guichet, et consciente de l'impact favorable de Bien chez Soi sur l'économie locale, la Métropole s'est rapprochée de la CMAR PACA recherchant la garantie d'une animation du milieu professionnel ainsi que l'adhésion des artisans et entreprises volontaires au dispositif Bien chez Soi.

C'est ainsi qu'est né un premier partenariat entre la Métropole et la CMAR PACA sur la période 2021/2024.

Plus précisément, la CMAR PACA est venue organiser, fidéliser les artisans autour du guichet unique Bien chez Soi tout en assurant à la Métropole un accompagnement, une montée en compétence, voire des certifications de ces artisans labellisés « Bien chez Soi ». L'ensemble de ces temps d'accompagnement ont permis aux entreprises de rejoindre un réseau de soutien et de maintenir ou de développer leurs activités contribuant ainsi à l'attractivité et aux enjeux de transition écologique et énergétique du territoire.

C'est ainsi que dans le cadre de ce partenariat, le guichet unique Bien chez Soi a été doté d'une liste de près de 120 artisans référencés, tous corps d'état, de la filière rénovation à proposer aux porteurs de projets et que plus de 300 artisans ont été rencontrés et sensibilisés à la démarche de la Métropole.

Aujourd'hui, la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 dite « Climat et Résilience » a confié à l'Agence nationale de l'habitat (Anah), de manière additionnelle à ses missions<sup>1</sup>, la possibilité de concourir au service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH) et a créé un nouveau dispositif d'intervention : le Pacte Territorial France Rénov'<sup>2</sup> qui s'articule autour de trois axes : la dynamique territorial, l'information / conseil / l'orientation et l'accompagnement.

Aujourd'hui encore, compte tenu des enjeux persistants sur les problématiques d'attractivité des logements existants, de la qualité de l'habitat et la rénovation énergétique, le parc existant demeure au cœur de la politique conduite sur les six prochaines années. En effet, la Métropole accompagnera l'ensemble des communes dans l'observation et la poursuite de Bien chez Soi avec le Pacte Territorial France Rénov' permettant d'accompagner les administrés dans leur projet de travaux et la production de logements à loyers maîtrisés.

Fort d'une première expérience partenariale favorable, et compte tenu des enjeux de pérennité du dispositif Bien Chez Soi, il convient de poursuivre la collaboration avec la CMAR PACA afin d'assurer la continuité de l'animation des professionnels à la rénovation énergétique et garantir aux porteurs de projets des artisans compétents, formés et issus du territoire.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

---

<sup>1</sup> missions prévues à l'article L. 321-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH)

<sup>2</sup> délibération n° 2024-06 relative à la mise en œuvre du Pacte Territorial France Rénov', CA du 13/03/2024.



## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que la CMAR PACA s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

Compte tenu des champs déployés dans le cadre du Pacte Territorial France Rénov', notamment du volet « Dynamique Territoriale » relatif aux actions d'animation professionnelle et d'organisation de la filière, la présente convention a pour objet de déterminer et préciser l'ensemble des actions des partenaires permettant de renforcer les interactions entre les ménages dits porteurs de projets et les artisans de la filière professionnelle « rénovation énergétique » sur le territoire métropolitain.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue pour une durée de 3 exercices budgétaires, soit jusqu'au 31/12/2027.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA CMAR PACA**

La CMAR PACA s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA MÉTROPOLÉ TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement la CMAR PACA pour un montant de 210 000 euros (deux cent dix mille euros) pour la période 2025/2027 conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 71,5% du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

Cette subvention a pour objet d'accompagner la CMAR PACA dans la réalisation de sa mission.

La CMAR PACA dispose d'un référent privilégié au sein du service HABITAT métropolitain avec a minima la tenue d'un entretien trimestriel (points d'étape, difficultés, avancements, ...).

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

Une participation financière annuelle de 70 000 euros sera versée au bénéficiaire.

Il sera inscrit annuellement au Budget principal (opération 65 HAB, chapitre 65/552) sous réserve des crédits votés annuellement.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

Le versement de la subvention sera effectué à 100% lors de :

- la signature de la convention pour la première année ;
- la réception du rapport d'activité, soit au 30 mars pour les années suivantes.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de la CMAR PACA par virement bancaire.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par la CMAR PACA. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES DE LA CMAR PACA**

Les Chambres de métiers et de l'artisanat de région ne sont pas soumises aux dispositions du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Les budgets et comptes des chambres de métiers et de l'artisanat de région sont établis dans les formes prescrites par le ministre chargé de l'artisanat et le ministre chargé du budget. A ce titre, les obligations budgétaires et financières de la CMAR Paca sont régies par les dispositions des articles R-323-23 à R-323-34 du code de l'artisanat.

## **ARTICLE 7 : CONTRÔLES PAR LES SERVICES DE LA MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, la CMAR PACA s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion en rapport direct avec la mise en place et le déploiement du dispositif, objet de la présente convention.

## **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec la CMAR PACA afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, la CMAR PACA s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

La CMAR PACA devra fournir un rapport d'activité annuel, transmis au plus tard le 30 mars de l'année suivante.

Le référent du service Habitat de la Métropole exerce le suivi et l'évaluation de la CMAR PACA.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par la CMAR PACA de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera la CMAR PACA par courrier recommandé avec accusé de réception en invitant la CMAR PACA à présenter ses observations au regard des manquements constatés dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

A l'issue des observations données, si le constat d'inexécution demeure, alors la métropole en informera la CMAR PACA dans un second courrier recommandé avec accusé de réception précisant la diminution du montant de la subvention.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de la CMAR PACA à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de la CMAR PACA.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par la CMAR PACA est réalisée **sous** la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée de 3 ans.

Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction. En cas de demande de renouvellement, la CMAR PACA procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

#### **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

La CMAR PACA s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectif des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, la CMAR PACA devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

#### **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de la CMAR PACA, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles : Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles : Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles : Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification : Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait à Toulon en trois exemplaires, le

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Le Président  
Jean-Pierre GIRAN

Pour la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de  
Région Provence Alpes Côte d'Azur

Le Président  
Yannick Mazette



## ANNEXE I : LE PROJET

La CMAR PACA s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

### **Rappel du projet :**

Dans le cadre du déploiement de Bien chez Soi et du volet « Dynamique Territoriale » du Pacte France Rénov', la CMAR PACA poursuit et élargit le travail d'activation et de coordonnateur de l'offre entreprise dans le dispositif Bien Chez Soi, en favorisant une évolution des comportements et postures des entreprises, des fournisseurs et des particuliers, avec des effets qui se mesurent sur une période longue.

L'ensemble des actions déployées dans ce dispositif seront articulées avec l'offre proposée par les organisations professionnelles existantes sur le territoire (via la FFBTP 83, la CAPEB 83 et le Centre AlvéoBAT de la CMAR-PACA).

L'ambition des actions mises en place vise bien l'enclenchement d'une vraie dynamique de la rénovation énergétique de la filière professionnelle.

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
294 000,00€	210 000,00€	294 000,00€

### **a) Objectifs et indicateurs de suivi :**

#### **1. Sensibiliser la filière professionnelle à adhérer au dispositif Bien Chez Soi (Rénover+) et à la montée en compétence**

**Objectifs :** Cette dynamique se décline au quotidien auprès des artisans et de la filière des professionnels (état des lieux, information, sensibilisation, entretien-conseil, mobilisation de la filière, animations, mise en place de formations en réponses aux besoins des entreprises, partenariats régionaux...) et se déploie sur la cible des logements des particuliers.

Indicateurs quantitatifs :

- des actions individuelles : environ 80 par an
- des actions collectives : environ 21 par an

Indicateurs qualitatifs :

- des actions individuelles : présentation du dispositif Bien Chez Soi, monographie des acteurs, mise en avant de l'offre professionnelle, orientation vers l'offre de service générique de la CMAR PACA ou celle d'AlvéoBAT, ... ),
- des actions collectives : organiser et/ou animer des rencontres, événements interprofessionnels, participer à des rencontres, événements interprofessionnels portés par les partenaires, ateliers de travail en lien avec la rénovation énergétique, animation du réseau par des visites, co-construction d'actions, relais d'information),



- de la Coanimation et copilotage du dispositif Bien Chez Soi : en lien avec le réseau d'accompagnement des particuliers (boîte à outils, site web, lien avec les organismes professionnels CAPEB83 et FBTP83). Participation, intervention et contribution aux différents forums institutionnels avec les activités de la plateforme Bien Chez Soi (groupes de travail, réunions, cotech, copil soit en présentiel soit en visioconférence).

## **2. Mise en place et enrichissement d'une boîte à outils spécifique**

Objectifs : La CMAR PACA, soutenue par son service juridique, veille en permanence à l'évolution de la réglementation. Elle collecte des initiatives exemplaires et bonnes pratiques, et met à disposition l'offre globale de services, y compris ceux des partenaires.

Indicateurs quantitatifs : Un rendu sera proposé dans le rapport technique annuel contenant un récapitulatif des actions réalisées.

Indicateurs qualitatifs :

- Recenser et valoriser les initiatives locales, puis les partager à l'échelle régionale (CMAR PACA) et interrégionale (réseau des métiers),
- Favoriser les rencontres avec le réseau d'accompagnement des particuliers (animateurs plateformes).
- Maintenir un lien régulier entre les référents de l'opérateur en charge du volet «Particuliers » et les autres intervenants pour faire avancer les chantiers, mettre à jour l'offre des partenaires et améliorer le réseau d'information (montée en compétence des professionnels).
- Transmettre toutes les informations pertinentes pour alimenter le site web et les supports de communication du dispositif Bien Chez Soi.

Ces outils seront alimentés par les services des partenaires, après vérification et validation par la CMAR PACA. En lien avec le comité de suivi, la CMAR-PACA garantit les informations en ligne relatives aux artisans en procédant annuellement à la vérification des qualifications nécessaires (notamment RGE).

d) Localisation : Territoire métropolitain.

e) Moyens mis en œuvre : outils, démarche, etc.

Livret d'entretien conseil; Google form invitation événement, rapport type des rencontres individuelles, compte rendu type des rencontres collectives, flyer, listing d'entreprises chartées

**ANNEXE II : LE BUDGET PRÉVISIONNEL DU PROJET SUR 3 ANS**

<b>CHARGES</b>	<b>Montant</b>	<b>PRODUITS</b>	<b>Montant</b>
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
<b>60 – Achats</b>		<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation</b>	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
<b>61 - Services extérieurs</b>		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	12 000,00	Intercommunalité(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		- Métropole Toulon Provence Méditerranée	210 000,00
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions, réceptions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
<b>64- Charges de personnel</b>	270 000,00	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	84 000,00
Charges sociales		Autofinancement CMA	
Autres charges de personnel		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
<b>66- Charges financières</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77- produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>76 – Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES</b>		<b>RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES</b>	
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>	12 000,00		
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	294 000,00	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	294 000,00
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>			
<b>86- Emplois des contributions</b>		<b>87 - Contributions volontaires en</b>	

<b>volontaires en nature</b>		<b>nature</b>	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	294 000,00	<b>TOTAL</b>	294 000,00
<p align="center"><b>La subvention de 210 000,00 € représente 71,5% du total des produits :</b>  (montant attribué/total des produits) x 100.</p>			